IRAN

Reprise du procès des protestataires

Le procès de protestataires, dont des personnalités du camp réformateur, opposés à la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad, a repris hier devant le tribunal révolutionnaire de Téhéran, ont indiqué des agences de presse locales.

Cette nouvelle audience devait avoir initialement lieu jeudi dernier mais elle a été reportée après que des avocats de la défense eurent demandé plus de temps pour examiner leurs dossiers. Des hommes politiques et des journalistes du camp réformateur figurent parmi les personnes qui sont dans le box des accusés, selon l'agence Isna. Jugés depuis le 1er août pour leur participation au mouvement contestant la victoire du président Mahmoud Ahmadinejad au scrutin du 12 juin, une centaine de personnes sont poursuivies pour troubles à l'ordre public et atteinte à la sécurité nationale. Il n'a pas été possible de connaître dans l'immédiat le nombre de personnes qui comparaissaient hier. Les accusés dans ce procès encourent jusqu'à cinq ans de prison. S'ils sont reconnus coupables d'être des «mohareb» (ennemis de Dieu), ils risquent la peine de mort.

La première audience, tenue à huis clos partiel, avait porté un coup dur à l'opposition, plusieurs des personnes poursuivies, dont un membre important du camp réformateur, ayant affirmé s'être trompées en prenant part à la contestation car il n'y avait pas eu de fraude lors de la présidentielle, contrairement aux affirmations de l'opposition.

Des responsables de l'opposition, dont son chef Mir Hossein Moussavi (conservateur modéré), ainsi que l'ancien président réformateur Mohammad Khatami avaient dénoncé un procès illégal et une «mise en scène».

Le 2 août, dix autres personnes ont comparu à huis clos. Le président Ahmadinejad a prêté serment mercredi pour un second mandat de quatre ans.

Photo : DR

La salle où se déroule le procès d'Iraniens modérés.

INDONÉSIE

Le cerveau présumé de l'attentat de Jakarta tué par la police

Le terroriste le plus recherché d'Indonésie, Noordin Mohammed Top, suspecté d'être le cerveau du double attentat meurtrier de Jakarta en juillet, a été tué hier lors d'un assaut de la police dans le centre de l'île de Java, selon une télévision locale.

La chaîne Metro TV n'a pas cité ses sources et la police n'a pas confirmé l'information, donnée alors que des ambulances arrivaient à la planque supposée de Noordin Mohammed Top, une modeste habitation située dans le village de Beji, région rurale du centre de Java.

Un témoin a indiqué avoir vu deux sacs mortuaires sortis de la maison. La police, qui avait arrêté deux suspects vendredi à proximité, a donné l'assaut tôt hier à la maison, après 17 heures d'un siège débuté vendredi à 16h locales (9h GMT), mené par plus de 75 policiers et émaillé de nombreux échanges de tirs et d'explosions.

Des tirs soutenus ont été ensuite entendus, alors que l'unité d'élite antiterroriste de la police ouvrait le feu sur la maison. Des témoins ont ensuite vu des policiers y pénétrer. Quatre ou cinq personnes se trouvaient à l'intérieur de la maison, avait indiqué plus tôt la police qui n'a pas confirmé la présence de Noordin Mohammed Top, un islamiste radical tenu pour responsable des principaux attentats perpétrés en Indonésie ces dernières années. De nationalité malaisienne, Noordin Mohammed Top est, selon les experts, l'un des principaux organisateurs des attentats meurtriers perpétrés par la Jemaah Islamiyah (JI) au début de la décennie, dont ceux de Bali (202 morts en 2002) et de l'hôtel Marriott de Jakarta (12 morts en 2003). Cet ancien comptable de 40 ans est également suspecté d'être le cerveau du double attentat ayant visé deux hôtels de luxe de Jakarta le 17 juillet (7 morts). Un groupe se présentant sous le nom de «Al Qaïda Indonésie» a revendiqué fin juillet sur un blog supposé rédigé par Noordin, le double attentat de Jakarta. La police n'a pu confirmer l'authenticité du message. La police a également affirmé avoir tué hier matin, lors d'une opération à Jakarta, deux kamikazes présumés qui prévoyaient de lancer un attentat-suicide à la voiture piégée près de la capitale indonésienne dans les deux semaines à venir». Selon Bambang Hendarso Danuri, chef de la police, les deux hommes ont été abattus alors qu'ils s'apprêtaient à faire exploser des bombes artisanales durant le raid policier, qui a permis de découvrir une cache d'explosifs de l'organisation de Noordin Mohammed Top, contenant une bombe de 100 kg, des engins piégés et une voiture «aménagée en bombe mobile». Les deux hommes sont soupçonnés d'avoir participé à l'attentat contre l'ambassade d'Australie à Jakarta en 2004 (10 morts). «Nous avons dû les abattre car au moment de l'assaut, ils avaient des bombes à la main, qu'ils s'apprêtaient à lancer sur la police», a affirmé le chef de la police, ajoutant que «cet endroit était une cellule de NMT», en référence aux initiales de Noordin Mohammed Top. Avant le double attentat de juillet à Jakarta, l'Indonésie avait réussi, ces dernières années, à ne plus apparaître comme un pays à hauts risques terroristes après avoir porté de rudes coups aux mouvements islamistes clandestins responsables d'une vague d'attentats au début des années 2000. Des centaines d'activistes ou sympathisants avaient été arrêtés mais certains de ses leaders, comme Noordin Top, restaient introuvables.

VENEZUELA

Chavez décide le retour de l'ambassadeur vénézuélien en Colombie

Le président vénézuélien Hugo Chavez a décidé le retour en Colombie de l'ambassadeur qu'il avait rappelé la semaine passée quand Caracas avait «gelé» ses relations avec le pays voisin, en raison d'un projet d'accord militaire entre Bogota et Washington. «Retourne à Bogota, Gustavo (Marquez) ! Va travailler, il y a beaucoup de choses à faire», a déclaré vendredi soir M. Chavez à l'ambassadeur à l'issue d'une réunion au palais présidentiel en présence de la sénatrice de gauche colombienne Piedad Cordoba et des membres de l'ONG Colombiens pour la Paix. «Bien évidemment que nous n'avons pas pour projet une rupture des relations» avec la Colombie, a par ailleurs tenu à préciser M. Chavez, dans ce qui est apparu comme un net revirement de sa position. La semaine dernière, M. Chavez avait annoncé le rappel de l'ambassadeur et un «gel» des relations bilatérales pour protester contre un projet prévoyant la mise à disposition de sept bases colombiennes aux troupes des Etats-Unis, officiellement pour aider Bogota à lutter contre le trafic de drogue et le terrorisme.Quelques jours plus tard, le chef d'Etat vénézuélien, qui prône un nouveau socialisme du 21e siècle, avait annulé un accord passé en avril avec son homologue colombien Alvaro Uribe prévoyant l'importation de 10 000 véhicules. En outre, M. Chavez avait annoncé qu'il entendait trouver de nouveaux fournisseurs pour les importations, chiffrées à 6 milliards de dollars par an, en provenance de Colombie et allait notamment se tourner vers des pays «amis» comme le Brésil et l'Argentine. Le Venezuela, premier exportateur latino-américain de pétrole, importe la plupart de ses denrées de base et souffre de pénuries récurrentes, de riz, de sucre, lait ou café.

INDE

Trois militants islamistes tués par l'armée au nord du Cachemire

Les troupes indiennes ont tué trois militants islamistes au nord du Cachemire, déjouant, pour la septième fois en une semaine, une tentative des rebelles de s'infiltrer depuis le Pakistan, a annoncé l'armée indienne hier.

«Les soldats ont encore tué trois militants le long de la Ligne de contrôle (LoC), au nord du Cachemire», a déclaré un porte-parole de l'armée indienne, en faisant référence à la frontière qui sépare les deux parties du Cachemire, sous administration indienne et pakistanaise. Depuis dimanche dernier, l'armée indienne a ainsi déjoué sept tentatives menées par les rebelles pour infiltrer le Cachemire, région à forte majorité musulmane que l'Inde et le Pakistan se disputent depuis leur création, en 1947. «Nos soldats sont placés en état d'alerte élevée après les multiples tentatives des rebelles de pénétrer dans notre zone», a précisé le porte-parole à Srinagar, capitale du Cachemire indien, en proie à de violents mouvements séparatistes musulmans depuis 1989. L'armée indienne a indiqué que les tentatives de rebelles de traverser la ligne de cessez-le-feu pour entrer dans le Cachemire indien étaient généralement plus fréquentes au cours de l'été du fait de la fonte des neiges dans les montagnes. Au cours de la semaine, les violences se sont multipliées au Cachemire, trente personnes, des insurgés pour la plupart, ayant trouvé la mort. La police a attribué cette recrudescence de violences à la date du 15 août, qui, en Inde, marque les commémorations de l'indépendance vis-à-vis du pouvoir britannique.

La rébellion armée contre l'administration indienne au Cachemire indien a fait officiellement 47 000 morts depuis 1989.

TURQUIE

Un soldat turc tué lors d'une attaque d'insurgés kurdes

Un soldat de l'armée turque a trouvé la mort et un autre a été blessé lors d'une attaque menée par des insurgés kurdes dans le sud de la Turquie, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Les deux soldats ont été attaqués par un groupe d'éléments du groupe armé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie, alors qu'ils étaient de faction près d'une station radar, près de la bourgade de Karlusu, dans la province d'Antalya, a rapporté Anatolie.

A la suite des combats provoqués par l'attaque, des forces armées supplémentaires ont été dépêchées sur les lieux pour poursuivre les insurgés, a ajouté l'agence.

Ces affrontements armés interviennent après que Ankara eut annoncé le mois dernier la préparation de mesures en faveur de la communauté kurde, avec l'espoir de saper le soutien dont disposent les membres du PKK, en lutte armée contre le régime turc depuis 1984.

Le PKK, considéré comme une organisation «terroriste» par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, lutte depuis 1984 pour l'autonomie du sud-est de la Turquie, peuplé en majorité de Kurdes.